

Publié dans : [crimes de guerre/torture/war crimes](#)

Cette fois, c'est vraiment la fin de la Palestine (?) par PR Norman Finkelstein

[Internationalnews](#)

Disappearing Palestine



Mondialisation.ca, 14 janvier 2014
normanfinkelstein.com

Le Secrétaire d'Etat américain John Kerry était à nouveau au Moyen-Orient cette semaine, menant des entretiens intensifs avec des responsables Israéliens et Palestiniens et d'autres acteurs régionaux. Il a été largement rapporté que son objectif est de parvenir à un « accord-cadre » comme prélude à un règlement définitif du conflit israélo-palestinien.

Norman Finkelstein est le co-auteur, avec Mouin Rabbani, de *Comment résoudre le conflit israélo-palestinien* (OR Books Editions, à paraître). J'ai parlé avec lui de la portée des négociations, au moment où nous entrons dans ce qui pourrait être une étape décisive dans la longue lutte des Palestiniens pour l'autodétermination.

* * *

Vous avez formulé des mises en garde depuis un certain temps maintenant, selon lesquelles les pourparlers israélo-palestiniens actuellement menés sous l'égide du secrétaire d'Etat Kerry pourraient, contrairement à beaucoup de précédents cycles de négociations, véritablement déboucher sur un accord pour mettre fin au conflit. Son contenu équivaudrait aux conditions posées de longue date par Israël pour toute résolution du conflit. Comment évaluez-vous la situation actuelle du processus diplomatique ?

Un « accord-cadre » sera bientôt conclu, et un règlement final du conflit sera probablement signé à peu près dans les six derniers mois du mandat du Président Obama. Au départ, lorsque le processus de paix de Kerry a été annoncé, j'étais pratiquement le seul à prédire qu'il déboucherait effectivement sur quelque chose, et maintenant, cela est largement admis. Beaucoup de commentateurs israéliens respectés considèrent désormais comme acquis que parvenir à un accord n'est qu'une question de temps.

Au cours des dernières semaines, les pourparlers coordonnés par Kerry ont apparemment essentiellement porté sur les exigences d'Israël pour (i) une présence militaire durable dans la Vallée du Jourdain et (ii) la reconnaissance palestinienne d'Israël comme d'un « Etat juif ». Les Palestiniens négocieront un accord pour sauver la face sur la vallée du Jourdain, impliquant une présence conjointe américano-israélienne pour un certain temps.

La question de la vallée du Jourdain a déjà été résolue pour l'essentiel lors des négociations d'Annapolis en 2008. Le Premier ministre israélien Netanyahu ne la soulève maintenant qu'afin de pouvoir plus tard prétendre faire une « concession déchirante » – Israël est maître dans l'art de « concéder » des choses auxquelles il n'a jamais eu aucun droit – en permettant seulement une présence américano-israélienne temporaire le long de la frontière.

Depuis des années, il est généralement reconnu – même par l'écrivain pro-israélien Dennis Ross dans *The Missing Peace* – que la vallée du Jourdain n'a aucune valeur stratégique.

Sur la question de l'« Etat juif », l'accord sera probablement conclu sur la formule : *Israël comme l'Etat du peuple Juif et de ses citoyens, la Palestine comme l'Etat du peuple Palestinien et de ses citoyens*. Il offrira une protection (juridique) aux citoyens Palestiniens d'Israël, mais niera le droit au retour des réfugiés Palestiniens, la question qui importe véritablement pour Israël. Le Président Palestinien Mahmoud Abbas pourra alors revendiquer cela comme une victoire, car il aura garanti les droits des Palestiniens en Israël.

Tout cela est diabolique. Les Israéliens – avec, bien sûr, la complicité active et cruciale des Etats-Unis – ont réussi à réorienter complètement le débat et à façonner l'agenda. Les seules questions en cours de discussion sont *l'Etat juif et la vallée du Jourdain*, questions qui, au niveau du consensus international pour la résolution du conflit, n'ont absolument jamais été soulevées. (Même dans des négociations bilatérales antérieures présidées par les Etats-Unis, comme à Annapolis, celles-ci étaient tout au plus des questions périphériques.)

La question clé (outre le problème des réfugiés), au niveau du consensus international et des négociations bilatérales antérieures, a été l'ampleur de l'échange de territoires le long de la frontière : *Israël sera-t-il autorisé à annexer les grands blocs de colonies et par conséquent à faire avorter un Etat palestinien ?* Mais le débat a été complètement réorienté, parce que l'annexion des blocs de colonies est désormais une affaire conclue.

L'accord-cadre ne parlera probablement que d'échanges de territoires en termes de pourcentages, et insinuera simplement – tout comme les Paramètres Clinton – l'annexion par Israël des grands blocs de colonies sans divulguer les détails précis. Mais il est frappant de constater que dans l'ensemble des discussions au cours des dernières semaines, *Ma'ale Adumim* – c'est-à-dire le plus grand bloc de colonies qui divise effectivement la Cisjordanie en deux – n'a même pas été évoqué. Parce que cela a déjà été résolu, *en faveur d'Israël*.

Et un accord final s'ensuivra ?

Il faudra encore beaucoup de politique politicienne, beaucoup de marketing, beaucoup d'hystérie en Israël – leur numéro habituel digne d'être récompensé aux Oscars. Cela prendra la totalité des trois années qui restent à la présidence d'Obama, culminant dans un sommet du genre « Camp David » (Obama adore lui aussi le théâtre, il a une prédilection pour les beaux discours et il médite sûrement déjà quelle veste courte en cuir noir il portera pour l'occasion), avant que l'accord final soit scellé.

A ce stade, à mon avis, l'un des principaux obstacles avant de parvenir à un accord n'est pas les détails, parce que ceux-ci sont essentiellement connus : l'annexion des blocs de colonies par Israël et l'annulation du droit au retour. L'une des grandes pierres d'achoppement, assez curieusement, est *l'inertie*.

Si on considère que l'origine *politique* du conflit remonte à la déclaration Balfour de 1917 (avant cette date, le sionisme était essentiellement une opération d'entraide), il est question d'un conflit qui dure depuis un siècle. Quand un conflit s'étend sur une période de temps aussi longue, un très grand nombre d'individus et d'institutions développent un intérêt direct non pas à sa résolution, mais plutôt à sa perpétuation ; ce qui est maintenant appelé, et ce n'est une plaisanterie qu'à moitié, « l'Industrie de la Paix ».

Beaucoup de personnes sont maintenant envahies de crainte à la perspective terrible que, après un siècle entier, ce conflit pourrait effectivement prendre fin. Cela fait vraiment froid dans le dos : *le conflit israélo-palestinien pourrait prendre fin*. Toutes ces sessions spéciales et comités spéciaux des Nations unies ; toutes ces ONG basées à Ramallah, ces organisations israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'homme, et ces villégiatures de résolution du conflit ; tous ces rapports du FMI, de la Banque mondiale, de Crisis Group ; tous ces programmes académiques – Etudes sur Israël, Etudes sur l'Holocauste – qui ont surgi pour justifier la politique israélienne (aucun de ces programmes ne peut prétendre à un contenu intellectuel, et la plupart ont été subventionnées par de riches Juifs de droite) ; tous ces festivals de cinéma, ces études universitaires, ces mémoires et ces « poésies » ; tous ces « groupes de réflexion » ('think'-tanks) israéliens basés à Washington ; tous ces militants, groupes, sites internet, chercheurs et analystes, solidaires avec la Palestine (dont votre interlocuteur)...

Une superstructure énorme et tentaculaire a été construite sur le conflit israélo-palestinien, et par conséquent, un obstacle majeur à un accord est maintenant la crainte et le tremblement suscités à travers les différentes couleurs politiques à l'idée qu'il pourrait en fait arriver à un dénouement. C'est assez inconcevable, n'est-ce pas ?

Mais a priori, l'inertie par elle-même ne peut que retarder, elle ne peut pas empêcher.

Je suis d'accord.

Que fait Kerry pour rallier des soutiens à cet accord ?

Comme l'analyste politique palestinien (et mon co-auteur) Mouin Rabbani l'a observé, la grande différence entre le Président Clinton et le secrétaire d'Etat Kerry est que Clinton a ignoré tout le monde en-dehors des États-Unis ; il a imaginé qu'à lui seul, sans aucune aide extérieure, il pourrait être le faiseur de rois. Kerry, en revanche, a entrepris de manière très délibérée de mettre tous les pions en place. Les Saoudiens, la Ligue arabe, l'Union européenne – les Palestiniens sont encerclés et assiégés. Il en va de même pour les Israéliens, mais dans une bien moindre mesure, parce que ce sont essentiellement les conditions israéliennes de résolution du conflit qui sont imposées.

Les Européens en particulier resserrent les vis. Chaque jour, il y a une nouvelle information au sujet d'une initiative européenne individuelle ou collective qui rompt les liens avec des entités israéliennes liées aux colonies de peuplement illégales. Je pense que les menaces émanant actuellement de l'Europe sont coordonnées avec Kerry, afin de transmettre l'idée, non pas tant au gouvernement israélien (malgré toute sa frénésie, Netanyahu est partant), mais aux Israéliens récalcitrants, que le projet de colonisation *en dehors* du Mur n'a aucune perspective d'avenir.

Dans la politique intérieure israélienne, ceux qui soutiennent le processus de Kerry – voilà une ironie méritant d'être savourée ! – ont exploité le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) en vue de la même fin : « Si nous ne réglons pas le conflit maintenant, BDS nous guette à nos portes. »

Et les différents Etats arabes ?

La question palestinienne, du moins de manière temporaire, est morte en tant que facteur de mobilisation dans le monde arabo-musulman. Il est maintenant assez facile pour les États-Unis d'obtenir l'accord de l'Arabie Saoudite, de la Turquie, de l'Égypte et de l'Iran, ou de mettre de côté la Palestine. L'Iran n'a rien dit à propos des négociations de Kerry jusqu'à présent, et ne s'en préoccupe probablement pas beaucoup. La Syrie est un facteur nul. L'Égypte joue un rôle vraiment néfaste, essayant (de mèche avec les États-Unis, Israël et l'Autorité Palestinienne) de renverser le Hamas en tourmentant les habitants de Gaza.

L'Arabie Saoudite pense qu'en marchant avec les États-Unis sur la Palestine, elle peut marquer des points avec eux sur la Syrie et l'Iran. La Turquie a son propre agenda qui incluait la Palestine pendant un certain temps (par exemple, au moment du Mavi Marmara), mais ce n'est plus le cas. Elle est préoccupée par l'erreur d'Erdogan sur la Syrie et sa crainte que, dans le cas d'un rapprochement américain avec l'Iran, la Turquie baisse d'un cran sur le totem régional, alors qu'elle a nourri des visions d'un Empire ottoman renaissant.

La question palestinienne avait de la résonance politique dans le monde arabo-musulman surtout parce qu'elle était populaire dans la prétendue « rue ». Mais maintenant, les gens ne s'en préoccupent pas tant que ça. Leur attention est rivée, à tort ou à raison, sur d'autres tragédies comme la Syrie.

Dans des endroits comme la Libye, où les gens avaient au moins l'habitude de soutenir la Palestine par des paroles, ils ont bien évidemment d'autres choses à l'esprit en ce moment. Kerry n'est pas un génie, mais il est certain qu'il a évalué astucieusement la configuration du terrain quand il a conclu que c'était le moment idéal pour imposer un règlement du conflit aux Palestiniens.

Il a été intéressant de voir tout le monde courtiser le ministre des Affaires étrangères d'Israël, Avigdor Lieberman. Soudain, il est la coqueluche de la ville à Washington, le ministre britannique des Affaires étrangères le rencontre, etc.

Cela va dans les deux sens, parce que Lieberman veut être le prochain Premier ministre d'Israël. Donc il est temps pour lui d'abandonner le personnage de videur de discothèque (le New York Times a récemment rapporté que Lieberman lit d'épais volumes historiques ; oui, bien sûr, et le week-end je fais des pirouettes au [théâtre] Bolchoï...) au profit de celui d'un homme d'Etat responsable. Et il va donc accepter l'accord de Kerry.

Il a déjà manifesté son assentiment, et même son enthousiasme, la semaine passée. Il a également marmonné des propos évoquant le transfert des citoyens Palestiniens d'Israël vers un nouvel Etat Palestinien, mais ils n'auront aucune suite. Cela violerait les normes fondamentales du droit international en établissant le droit des États établis à redessiner les frontières intérieures afin de dénationaliser des minorités indésirables. Personne ne va accepter ça.

Les mesures récentes prises par le Hamas et le Fatah en vue d'une réconciliation sont-elles sérieuses ?

Une possibilité est que l'Autorité Palestinienne joue au jeu stupide de menacer les Etats-Unis et Israël, « Si vous n'êtes pas plus accommodants, nous allons nous réconcilier avec le Hamas et ne plus traiter avec vous. »

a deuxième possibilité est que le Hamas veuille une part du gâteau, et formera par conséquent un gouvernement d'unité nationale qui lui garantira quelque chose dans l'accord final. La troisième et, selon Mouin Rabbani, la possibilité la plus plausible est que Abbas veuille neutraliser le Hamas en le faisant monter à bord, ce qui ravive également ses prétentions à représenter tous les Palestiniens, alors que le Hamas est en faveur d'une réconciliation pour sortir de la tempête après les développements désastreux en Égypte.

A quel point un accord-cadre sera-t-il contraignant sur les négociations à venir ?

Rien n'est inexorable, mais il y aura beaucoup d'élan derrière cet accord. Le rouleau compresseur sera difficile à arrêter. Pour que toutes les pièces du puzzle soient mises en place, une nouvelle coalition israélienne devra probablement être formée, un gouvernement d'unité nationale dirigé par Netanyahu. Les sondages de l'opinion publique israélienne montrent que la majorité des Israéliens seraient favorable à la proposition probable de Kerry.

La ville d'Hébron devra être évacuée. Bien sûr, il y aura l'angoisse israélienne habituelle, mais elle ne sera pas difficile à calmer. L'armée israélienne peut tout simplement se retirer et dire aux quatre cents colons juifs fanatiques, « Vous voulez rester ? Vous pouvez rester – tous seuls, au milieu des 150 000 musulmans d'Hébron. »

Est-ce que la direction palestinienne a la capacité de résister ?

Je n'arrive absolument pas à voir comment les Palestiniens peuvent s'en sortir à ce stade. Il y a un éventail tellement large de forces politiques derrière le processus de Kerry que les Palestiniens sont piégés. Abbas et son imbécile d'acolyte Saeb Erekat jouent au gentil et au méchant. Abbas dit « oui, cet accord pourrait fonctionner », tandis qu'Erekat chuchote aux médias – vous savez, le « négociateur palestinien haut placé qui ne veut pas être identifié » – que « oh, cet accord est horrible, il est terrible, il est affreux, ils peuvent le fumer dans leur pipe. »

Erekat pense que c'est une manœuvre intelligente, qui met la pression sur les Américains, comme si quiconque ici-bas accordait la moindre importance à ce qu'Erekat a à dire à propos de quoi que ce soit.

Les Palestiniens sont acculés, ils sont isolés. Lorsque vous êtes désespéré et aux abois, bien sûr, vous devez jouer vos cartes les plus fortes. En premier lieu, d'authentiques dirigeants s'adresseraient franchement au peuple palestinien, « Nous sommes dans une impasse, sous un rouleau compresseur, piétinés. Nous avons besoin de vous, nous devons faire appel à toutes nos ressources collectives et à toutes nos réserves pour résister » ; et, deuxièmement, ils feraient appel aux pro-Palestiniens à l'étranger : « Nous sommes sur le point d'être écrasés, nous avons besoin de votre aide. »

Je ne peux pas dire que cela inverserait la tendance, bien que, comme vous le savez, la cause palestinienne a une résonance suffisante à l'étranger pour que si les Palestiniens disaient : « Nous sommes maintenant face à l'heure de vérité, nous pourrions être éradiqués », cela pourrait peut-être, conjointement avec une révolte civile de masse au sein des Palestiniens eux-mêmes, faire quelque chose. Cela pourrait devenir un facteur.

Mais la direction palestinienne est irrémédiablement corrompue, incompétente et stupide (insignifiant et mégalomane, Abbas a perdu tout intérêt pour la Palestine depuis longtemps – il veut juste le prix Nobel), tandis que les pro-Palestiniens à l'étranger, pour le dire poliment, n'agissent pas intelligemment.

Ils pensent que la grande question aujourd'hui est le vote de American Studies Association (l'Association des études américaines) pour un boycott universitaire d'Israël, et le débat sur les vertus de la liberté académique dans une conférence de Modern Languages Association (l'Association des langues vivantes). (Observez ce qui se passe si et lorsque les partisans de BDS essaient d'introduire le boycott universitaire dans une discipline académique solide et établie comme l'Histoire, la Philosophie, ou l'une des Sciences naturelles, où, parmi de nombreux autres facteurs, les Juifs occupent une place importante. Ce ne sera pas beau à voir.) Mais c'est l'état actuel de la solidarité avec la Palestine.

Ils font comme si le processus de Kerry n'était qu'un numéro de scène secondaire sans importance, quelque chose qui peut être ignoré en toute sécurité. Mais cela fait une très grande différence, comme Mouin Rabbani et moi-même l'avons souligné, que le Mur soit illégal ou qu'il s'agisse d'une frontière légale. Pourquoi ? Cela transformerait ce qui constitue actuellement des colonies juives illégales en des villes israéliennes ordinaires ; Israël pourrait légalement confisquer des terres palestiniennes et expulser les Palestiniens de leurs maisons. En Inde ou en Chine, lorsque le gouvernement veut construire un grand barrage hydroélectrique, il déplace 100 000 personnes d'un seul coup. Ils expulsent des masses de gens de leurs maisons, et la communauté internationale garde le silence. C'est le droit souverain d'un pays – son *droit d'exproprier*.

Au moment où le Mur est rebaptisé « frontière », les colonies derrière elle deviennent un problème clos. Elles sont le territoire souverain d'Israël. Et bien sûr, la plus grande partie du monde sera heureuse d'être débarrassée du conflit israélo-palestinien. Ils seront heureux lorsque l'accord sera signé. Que ferez-vous alors ? Un boycott du monde par l'Association des études américaines ?

Une fois que l'accord-cadre est signé, ne sera-t-il pas tout de même très difficile de le mettre en œuvre ? Par exemple, qu'Abbas accepte une formule qui annule effectivement la question des réfugiés – ça sera très difficile à vendre aux Palestiniens.

Que peuvent faire les Palestiniens ? Israël veut juste que la question des réfugiés soit excisée de l'agenda international ; ils veulent un document stipulant, « Ce n'est plus la responsabilité d'Israël. » Si Kerry réussit, ils l'obtiendront. Surtout s'ils obtiennent « Israël comme un Etat juif plus ses citoyens » dans l'accord-cadre, ce qui annule la question des réfugiés. Comment les Palestiniens peuvent-ils l'arrêter ? En ce moment, ils sont totalement sous l'emprise de l'argent européen et américain. Yasser Arafat a signé l'accord d'Oslo de 1993 parce que l'OLP avait de graves problèmes financiers après s'être aligné avec Saddam Hussein pendant la première guerre du Golfe. (Les pays du Golfe ont riposté en réduisant drastiquement leurs subventions à l'OLP.) C'était soit accepter Oslo ou – comme cela a été dit à l'époque – « bye, bye OLP ». Maintenant, l'histoire se répète. Celui qui paie le musicien choisit la mélodie.

Mais au niveau populaire, les Palestiniens ont une influence sur leurs propres dirigeants.

Les Palestiniens n'ont pas d'influence sur l'Autorité palestinienne. Le peuple est politiquement inerte alors que la police palestinienne est maintenant très efficace pour étouffer toute dissidence isolée. Il est possible qu'Abbas prenne une balle dans la tête, ce qui ralentirait probablement les choses, car il n'y a pas de successeur évident immédiat. Mais cette possibilité mise à part, je ne vois pas où les Palestiniens peuvent faire pression. Ce n'est pas comme si les réfugiés au Liban ou en Jordanie pouvaient faire grand-chose. Ils n'ont pas été en mesure de réaliser quoi que ce soit depuis Oslo, à part languir dans les camps.

Qu'en est-il des Palestiniens dans les Territoires occupés ? Ils ne vont pas accepter une renonciation au droit au retour.

Ce scénario ressemble plus à une théorie romantique qu'à la réalité actuelle. L'endroit est désespérément fragmenté. Gaza elle-même est maintenant étrangère à la Cisjordanie. Qu'ont fait les habitants de Cisjordanie pendant que les habitants de Gaza se faisaient massacrer en 2008-09 ? Y a-t-il eu de grandes manifestations ? Nous devons être réalistes à propos de la situation actuelle. Il n'y a pas de volonté concertée parmi les Palestiniens.

Ce sont des personnes réelles, vivantes, pas un mythe. À l'heure actuelle, les esprits des gens sont brisés. Bien sûr, une petite étincelle peut changer les choses. J'ai remarqué un article de Haaretz par Amira Hass il y a quelques semaines faisant allusion à la possibilité qu'une véritable résistance populaire puisse encore émerger. Il est inutile de spéculer, mais jusqu'à présent, il n'y a pas de signes visibles indiquant que les Palestiniens sont prêts, capables ou désireux de résister à une solution imposée.

Bien au contraire, si l'accord final est suffisamment nébuleux pour l'œil non initié (comme l'accord d'Oslo de 1993), et qu'il est édulcoré avec un énorme programme « d'aide », les Palestiniens pourraient, quoique à contrecœur, l'accepter. Les États-Unis et l'Union Européenne auront trois ans pour adoucir les Palestiniens, serrant bien fort les vis économiques, mais pas au point de provoquer l'effondrement de tout l'édifice.

Si un accord final aux conditions d'Israël est signé, à quel point ce recul impactera-t-il la lutte pour l'autodétermination des Palestiniens ?

Ce serait presque irréversible. Beaucoup de militants ne veulent pas le reconnaître, mais ces sortes d'accords et de codifications peuvent avoir des conséquences réelles. La Résolution de partition de 1947, soutenue par les ressources et la volonté d'Israël, n'a-t-elle pas déjà prouvé cela ? Il n'y a pas de raison évidente qui empêche la conclusion d'un accord par lequel une nouvelle frontière est dessinée entre Israël et les Territoires palestiniens, surtout si un tel accord est ratifié par le Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui sera presque certainement le cas. Israël a les moyens et la volonté d'imposer cette nouvelle frontière. En effet, elle est déjà un fait, sauf sur le plan juridique. Un règlement politique couronnerait les faits déjà existants sur le terrain du joyau de la légalité. Il s'agit d'une étape importante, à savoir la transformation d'un Mur illégal en une frontière permanente internationalement reconnue ; et ce n'est pas hors de la portée d'Israël. A partir de là, quelles revendications pourront avoir les Palestiniens au-delà de cette frontière ? Aucune.

Dans votre prochain livre avec Mouin Rabbani, vous énoncez les étapes que les Palestiniens, les militants pro-Palestiniens et d'autres acteurs devraient prendre pour résoudre le conflit israélo-palestinien d'une manière juste et durable. Est-ce que ces étapes, alors, doivent se produire dans les trois prochaines années ? Après cela, sera-t-il trop tard ?

Pour que quelque chose se produise, tout doit commencer parmi les Palestiniens dans les Territoires occupés. Cela obtiendrait l'attention internationale – quoi qu'en soit encore une fois, nous devons être réalistes à propos de la configuration politique actuelle du terrain. L'attention du monde est rivée sur la Syrie et l'Iran.

Il va y avoir la rencontre de Genève. Il sera très difficile pour les Palestiniens de s'emparer de l'attention politique à ce moment. Mais c'est la seule chose qui peut arrêter ou ralentir le rouleau compresseur.

Tout le reste n'a pas de sens, c'est Néron jouant de la lyre pendant que Rome brûle.

Norman Finkelstein

Titre original: La fin de la Palestine?

Article original : <http://normanfinkelstein.com/2014/the-end-of-palestine-an-interview-wi...>

Traduction : Salah pour [Le Grand Soir](#)



<http://www.internationalnews.fr/article-cette-fois-c-est-bien-la-fin-de-la-palestine-par-pr-norman-finkelstein-122123034.html>

Share